

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES Lot n°1 : Mission de Coordination SPS

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

*Procédure adaptée ouverte soumise aux dispositions
des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.*

MARCHE N°2569B04MP MISSIONS DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE MODERNISATION DU PORT DU BEAUJOLAIS - DALLES NORD ET SUD ET VOIE FERREE

ENTITE ADJUDICATRICE

Chambre de Commerce et d'Industrie de région Auvergne-Rhône-Alpes
32 Quai Perrache
CS 10015
69286 LYON CEDEX 02

SITE BENEFICIAIRE

Port fluvial de Villefranche-Sur-Saône (69)
175 Rue Denis Papin
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAÔNE

Site internet : <http://www.beaujolais.cci.fr>

Adresse du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Contact cellule commande publique : marchescailb@auvergne-rhone-alpes.cci.fr

*Le Port de Villefranche-Sur-Saône est un équipement géré par la CCI Locale Beaujolais,
elle-même rattachée à la CCI de région Auvergne-Rhône-Alpes.*

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Description de l'opération	3
1.3 – Planning de l'opération	3
1.4 – Textes de références	4
2 – Objectifs et conditions d'exécution de la mission	4
3 – Autorité du CSPS	5
4 – Moyens à disposition du CSPS	5
4.1 – Libre accès	5
4.2 – Obligations du maître d'ouvrage	5
4.3 – Dispositions prises par le maître d'ouvrage	5
5 – Détails des prestations attendues	6
5.1 – Déroulement général des missions	6
5.2 – Etape 1 Etude	6
5.3 – Etapes 2 et 3 Réalisation et réception des travaux	7
5.3.1 – Suivi de la réalisation de l'ouvrage	8
5.3.2 – Participation à la réception du chantier	8
5.4 – Période de garantie de Parfait Achèvement	9

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) portent sur une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé dans le cadre des travaux de modernisation du Port du Beaujolais – Dalles Nord et Sud et voie ferrée.

1.2 - Description de l'opération

Le port du beaujolais se situe au 175 rue Denis Papin à Villefranche sur Saône.

Le projet consiste à moderniser les dalles nord et sud du port du beaujolais sur lesquels sont acheminées et stockés différentes matières tel que des métaux, des plaquettes forestière (copeau de bois), des pneus ou encore des grumes.

Ce projet s'inscrit donc à travers le besoin de moderniser les plateformes sur lesquelles est stockée de la marchandise, en retravaillant le relief pour apporter aux engins qui manutentionnent plus de facilité de manœuvre aussi bien au niveau du quai de chargement que sur la zone de stockage qui pourra ainsi améliorer la sécurité et la fluidité des services.

L'adaptation d'un nouveau réseau d'assainissement pour gérer l'eau pluviale et les différents effluents y compris d'éventuelle pollution en cas d'accident renforcera les dispositifs environnementaux du site, essentiels sur ce type d'aménagement pour intercepter les rejets. Ces dispositifs contribueront à la lutte menée à l'échelle nationale, contre la pollution de l'eau.

La circulation d'engins, le stationnement et le stockage des fournitures de chantier devra être adapté conformément au phasage imposé dans le cadre du présent marché pour que le port puisse conserver partiellement son activité.

Consistances générales des travaux du Lot.1 :

- Terrassement et travaux généraux
- Travaux de génie civil et d'ouvrage d'art neufs ou rénovation
- Travaux de génie civil, béton et acier pour ouvrage maritimes et fluviaux
- Travaux d'aménagement et d'entretien de voirie
- Réseaux d'eau pluvial et assainissement avec fourniture
- Réseaux d'énergie et de communication hors fibre optique
- Éclairage public

Consistances générales des travaux du Lot.2 :

- Fondations et travaux géotechniques

Consistances générales des travaux du Lot3 :

- Voie ferrée

1.3 – Planning de l'opération

L'opération de travaux est répartie en 2 phases selon le calendrier prévisionnel suivant :

- Phase 1 – Dalle Nord : Durée 10 mois - du 01/05/2025 au 27/02/2026
- Phase 2 – Dalle Sud : Durée 12 mois - du 2/02/2026 au 5/02/2027

Lieu(x) d'exécution :

Port Fluvial de Villefranche-sur Saône
175 Rue Denis Papin
69400 Villefranche-sur-Saône

1.4 – Textes de références

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, dit « mois zéro », soit 1 mois avant la date de remise des offres :

- La loi n°78-12 du 4 janvier 1978 et son décret d'application n°78-1146 du 7 décembre 1978 ;
- La loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction ;
- Le décret n°94.1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le Code du Travail (notamment les articles R.238-16 à R238-19 concernant la mission de coordination) ;
- Le Décret n°2011-39 du 10 janvier 2011 relatif aux compétences et la formation des coordinateurs de sécurité et de protection de la santé ;
- La loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, portant transposition de la directive du Conseil des communautés européennes n°92-457 du 24 juin 1992 ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics des prestations intellectuelles, issu de l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ou du mois d'établissement des prix (mois Mo) ;

2 – Objectifs et conditions d'exécution de la mission

L'objectif principal visé est de veiller au respect des règles de construction sur le site du projet et d'orchestrer, du point de vue sécurité, les activités simultanées ou successives des entreprises sur le chantier.

Compte tenu de la visibilité de l'opération il est attendu du coordonnateur SPS une implication constante et un suivi particulièrement attentif à tous moments de sa mission.

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de S.P.S. doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R. 4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Ainsi, le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

A la demande du maître d'ouvrage, des suppléants sont désignés par le titulaire dans son offre et acceptés par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, le remplacement de la personne physique se fera par un simple échange de courrier entre le titulaire du marché et le maître de l'ouvrage. Dans le cas contraire, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI, dans les conditions suivantes :

- Le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique ;
- Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 30 jours pour agréer le nouveau coordonnateur. L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite de l'entité adjudicatrice.
- Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32 du C.C.A.G.-PI.

Le coordonnateur, ou le maître d'œuvre, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigé ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui

succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 15 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la Protection de la santé des Travailleurs.

3 – Autorité du CSPS

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (R.J.C.). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

4 – Moyens à disposition du CSPS

4.1 – Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- Au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- Au bureau de chantier et au matériel mis à disposition par le responsable du Port ou le titulaire du lot 1, le cas échéant.

4.2 – Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- Avant de les approuver, tous les documents ;
- Le nom du ou des éventuels interlocuteurs dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- Au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- La liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
- La décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail (C.I.S.S.C.T.) ainsi que ses compléments éventuels.

Le maître d'ouvrage informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

4.3 – Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur :

- Tous les documents d'étude ;
- L'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- Tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves ;

- L'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail ;
- Par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- Par le titulaire du contrat de travaux qu'il a conclu, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Par les entreprises, le nom de leurs représentant siégeant au Collège Interentreprises de Sécurité, de santé et des Conditions de Travail.

Le maître d'ouvrage prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur :

- De toutes les réunions organisées par le MOE auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
- De l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

Il prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, ...) et en particulier :

- Les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- Par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs.

5 – Détails des prestations attendues

5.1 – Déroulement général des missions

Le coordonnateur SPS interviendra au cours de la phase de travaux, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives du titulaire de chacun des lots (sous-traitants inclus) et de prévoir, si elle s'impose, l'utilisation de moyens communs, tels que les infrastructures, moyens logistiques et protections collectives.

En complément des dispositions des articles R 4532-1 à R4532-98 du Code du travail définissant les missions du CSPS, le présent article apporte des précisions relatives aux interventions et conditions d'exécution de la mission.

5.2 – Etape 1 Etude

La mission de Coordination SPS sera relative à une opération de construction de niveau 2.

Le Coordonnateur SPS assigné à l'opération, et son suppléant le cas échéant, devra justifier d'une habilitation de niveau 2.

Les interventions du coordonnateur SPS comportent les missions suivantes :

Code	Composition de la mission
C1	Respects des principes généraux de prévention
C2	Relecture de la déclaration préalable rédigée par la maître d'ouvrage avant envoi aux organismes CARSAT, OPPBTP et DIRRECTE
C3	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
C4	Constitution du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO)
C5	Ouverture du registre journal de coordination

C6	Projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail
C7	Définition des sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales
C8	Définition des dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
C9	Transmission des consignes et des documents au coordonnateur de la phase réalisation

Le coordonnateur SPS ouvre un registre journal afin d'y apporter tous les renseignements sur le déroulement de l'opération, avec une transmission à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage, à la Maîtrise d'Ouvrage ainsi qu'au titulaire, des informations et observations pour VISA.

Le coordonnateur SPS organise l'inspection des lieux avec le représentant de la maîtrise d'ouvrage, le titulaire et le contrôleur technique et procède à une inspection visant à :

- Délimiter le chantier en général et en particulier dans le cadre de livraisons partielles anticipées, à la garantie d'un chantier clôt et indépendant ;
- Matérialiser les zones de danger spécifiques ;
- Préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins ;
- Préciser par phase de travaux, les circulations autorisées ou non aux personnes étrangères au chantier ;
- Définir les zones de chantiers non clos, vestiaires, sanitaires et locaux de restauration du personnel ;
- Arrêter les consignes de sécurité.

5.3 – Etapes 2 et 3 Réalisation et réception des travaux

Les interventions du coordonnateur SPS comportent les missions suivantes :

Code	Désignation
R1	Organisation de la coordination des activités des différentes entreprises présentes sur le chantier
R2	Tenue à jour du registre journal de coordination (RJC)
R3	Veille de l'application correcte des mesures de coordination préalablement définies et des procédures de travail qui interfèrent
R4	Tenue à jour et adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R5	Tenue à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
R6	Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R7	Participation avant le lancement de la période de préparation de chantier, à une ou plusieurs réunions de coordination des travaux de VRD
R8	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitante, afin de préciser les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé pour l'ensemble de l'opération
R9	Présence et intervention sur le chantier aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
R10	Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel ou à proximité duquel est implanté le chantier
R11	Mise en place et veille de l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
R12	Mise en place de l'adoption du règlement du collège interentreprises et transmission à l'inspecteur du travail, au comité régional de l'OPPBT et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels

R13	Diffusion aux différents intervenants de toutes les informations et de tous les documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la mission
R14	Participation aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien
R15	Conseils au maître de l'ouvrage quant à la mise en place de coordination de la sécurité et de la protection de la santé relative à des travaux ayant fait l'objet de réserves pendant la période de parfait achèvement
R16	Remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

5.3.1 – Suivi de la réalisation de l'ouvrage

En phase de préparation de chantier et suite à la visite préalable sur site et à sa validation, le coordonnateur SPS effectue les tâches suivantes :

- Il communique au maître d'œuvre les consignes de sécurité arrêtées, l'organisation des premiers secours en cas d'urgence, la description du dispositif mis en place à cet effet ; ces dispositions sont consignées dans le PGCSPS ;
- Il met à jour la Déclaration Préalable ;
- Il intervient dans la coordination des entreprises intervenant sur le chantier (titulaire et sous-traitants) ;
- Il coordonne le PPSPS du titulaire.

En phase de travaux, le coordonnateur SPS, aux fins d'organiser la coordination des activités simultanées ou successives des différentes entreprises en matière de sécurité et de santé des travailleurs :

- Procède avec chaque entreprise (titulaire et sous-traitants), préalablement à son intervention, à une inspection commune du chantier, afin de lui exposer les mesures de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération et des dispositions arrêtées pour l'utilisation des moyens communs ;
- Examine les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé pour ce qui se rapporte aux activités simultanées ou successives des différentes entreprises (titulaire et sous-traitants) et communique à chacun des entrepreneurs qui en fait la demande les plans particuliers des autres entreprises ;
- Veille au cours de visites de chantier, à l'application des mesures de coordination définies dans le PGCSPS et, le cas échéant, par le CISSCT ;
- Tient à jour et adapte le PGCSPS ;
- Met à jour le DIUO ;
- Préside le CISSCT ;
- Vérifie les conditions de mise en oeuvre par les intervenants des mesures destinées à limiter l'accès au chantier aux seules personnes autorisées qui ont été définies en phase conception et notifiées dans le PGCSPS ;
- Consigne sur un registre journal de la coordination ses observations, comptes rendus d'inspections communes, noms et adresses des entreprises.

Le coordonnateur SPS s'engage par ailleurs à participer à l'intégralité des réunions de chantier et à effectuer à minima 1 visite inopinée sur chantier par quinzaine.

5.3.2 – Participation à la réception du chantier

A la fin de la phase de réalisation, le coordonnateur SPS complète le Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage, remet la dernière version du PGCSPS à l'assistant à la maîtrise d'ouvrage, et finalise le DIUO qui comportera 4 parties, à savoir :

- Les renseignements administratifs ;
- Les fiches relatives aux interventions ;
- Les documents annexés (éléments de DOE) ;
- Les PV de transmission du DIUO ;

L'ensemble de ces documents sera répertorié et transmis au maître d'ouvrage.

5.4 –Période de garantie de Parfait Achèvement

Le coordonnateur effectue à la demande du maître d'ouvrage la levée des réserves. Il modifie et complète, si nécessaire, le dossier d'intervention.